

Quand la FNSEA demande au gouvernement d'empêcher les tracteurs d'entrer dans Paris !

écrit par Gilles La Carbona | 6 février 2024

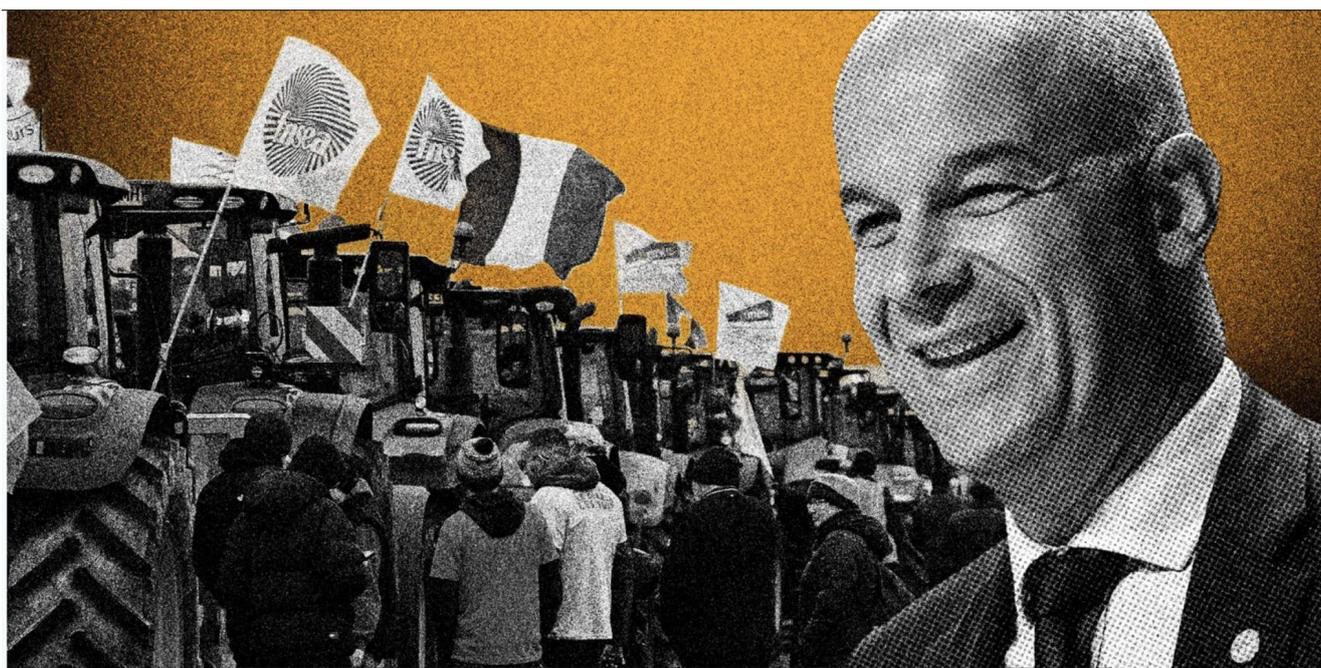
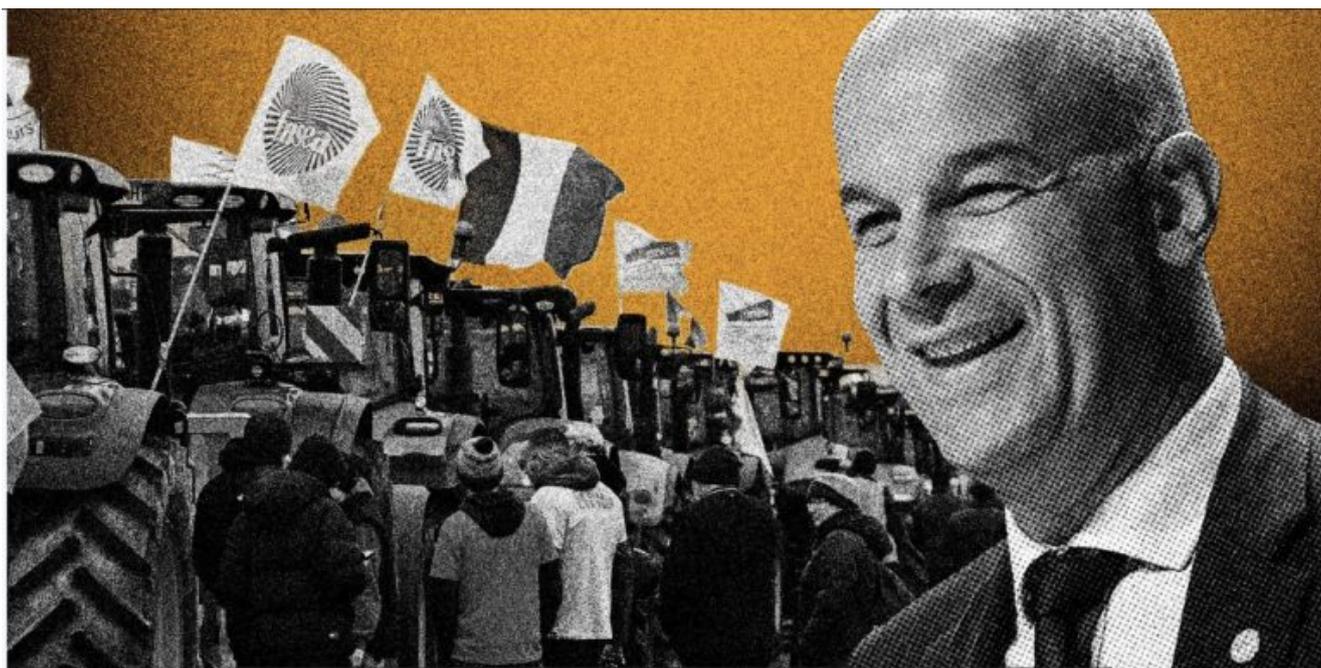


Illustration tirée de [Blast-Info](#) avec cette introduction :

Autour des feux de colère, sur le bitume, il y a les petits paysans. Ceux et celles qui ont lancé le mouvement et qui souffrent. Ils portent un message simple auprès des dirigeants de l'Union européenne, qui depuis 1992 ont accepté que l'agriculture ressemble à un casino : nos prix nous tuent et notre part de politique agricole commune (la PAC) est insuffisante. Et puis, il y a les grands acteurs de la filière incarnés par le céréalier Arnaud Rousseau, patron de syndicat et de multinationale. Eux veulent continuer à faire de l'intensif, utiliser des tonnes de pesticides et casser le Green Deal européen. C'est presque aussi caricatural que ça.

Le trouble jeu de la FNSEA

Le Monde nous révèle que la FNSEA a demandé au gouvernement de bloquer les tracteurs pour les empêcher d'entrer dans Paris. Ce syndicat joue contre les paysans et la base le sait. Sur les barrages les manifestants refusent les consignes de levée du blocus, la tête corrompue perd pied. Se poursuit la révolte paysanne.

L'Europe agricole se soulève : Allemagne, Pays Bas, Belgique, Portugal, France et bientôt Espagne. **Le voile se lève sur l'insupportable stratégie de cette élite qui ne cesse de vouloir réduire les exploitations, pour concentrer les productions dans les mains de spéculateurs fonciers.** Leurs discours ne sont que verbiages pompeux, entourloupes de technocrates, pour abuser de la faiblesse intellectuelle espérée de cette population en détresse. Leurs actes et paroles les discréditent un peu plus chaque jour, mais ils n'ont pas le choix, leur patron Schwab leur a donné la feuille de route lors du dernier concile et ils doivent assurer le service après vente.

Tous les agriculteurs Européens sont concernés. Se dirige-t-on vers une coordination transfrontalière, dont le but

serait la fin de cette bureaucratie absurde : l'UE ?

Dans cette tourmente où les paysans affrontent seuls, pour le moment, le système européen, tentaculaire, obscur et presque ésotérique, la question de l'implication des autres syndicats revient sur le devant de la scène. Nous avons déjà évoqué le pourquoi de la non-intervention des centrales, cependant les paramètres changent et la contestation, loin de faiblir, se renforce.

Dans ces conditions, les syndicats peuvent-ils demeurer encore longtemps en dehors du conflit ? La répression macroniste, qui a débuté par l'interpellation de 91 manifestants, ne peut faire office de réponse, de solution. **Mais l'autocrate qui s'amuse à défier la Russie, du haut de son trône improvisé au royaume de Suède, ne peut faire qu'une chose, asseoir son pouvoir sur la violence et la répression.** C'est ce modèle oppressif que la macronie nous vend comme l'incarnation de l'autorité, alors qu'il n'est que la représentation d'un Césarisme infâme et contraire à l'esprit de notre constitution, dont il s'affranchit depuis le début. **Autour de l'agriculture, la cristallisation des souffrances et des humiliations permanentes se fait plus précise chaque jour.**

La lutte des agriculteurs comporte une urgence, vivre ou mourir. Lorsque tout converge pour en arriver à cette dualité, entre la perspective de tout perdre en silence et celle de sauver ce qui peut l'être encore dans la dignité et l'honneur, le choix est sans option. **Devant ce conflit, la passivité des syndicats devient intenable et incompréhensible.** Nous avons décrit dans nos colonnes les obligations idéologiques qui maintenaient ces organisations en dehors du jeu. La collusion feutrée avec le pouvoir peut passer avec le pourrissement du mouvement et faire oublier cette intelligence tacite. Mais s'il se durcit tout change.

L'heure n'est plus à ce misérable camouflage. Ne rien faire à présent validerait notre propos, et les disqualifieraient auprès des derniers adhérents qui leur font confiance. Sont-ils prêts à trahir le pacte sous-entendu avec Macron, à savoir celui de ne contester que tant qu'il l'autorise et de rentrer bien sagement à la maison, quand le prince siffle la fin de la partie ? Le décalage entre la réalité et l'illusion qu'ils répandent de ce qu'ils sont ne tient plus. Pour eux aussi la question existentielle de survivre devient cruciale. Louper ce rendez-vous, qui prend des accents historiques, peut s'avérer funeste pour la suite de leurs existences. **La perspective de leur effondrement n'est plus une hallucination, un fantasme, mais bel et bien une issue probable.** Le pari qu'elles font en ce moment, celui dont on peut penser qu'elles évaluent les effets, ne saurait se contenter d'une attente indéfinie. L'hypothétique essoufflement du mouvement ne semble plus être l'alternative prioritaire, c'est déjà une erreur en soi. Ils ont compris qu'ils ne pourraient pas l'infiltrer et le mener là où Macron veut qu'il aille.

Reste l'option de l'épauler, tout en se gardant de vouloir récupérer le tout, mais en fédérant les colères pour donner la parole à ces peuples européens que plus personne n'écoute. Ils n'auront d'autres choix que de s'aligner sur la revendication principale de la base des agriculteurs, faire tomber ce gouvernement et sortir de l'UE. Il devient impossible de masquer le problème en se cachant derrière des exigences catégorielles, qui de toute façon ne pourraient être accordées qu'avec une aggravation de la dette, donc des impôts supplémentaires.

Cette fois la solution doit être politique, c'est-à-dire souveraine. Ils vont devoir se débarrasser de l'idéologie mondialiste, qu'ils entretiennent par faiblesse ou connivence et accepter que les termes Nation et Souveraineté s'invitent dans le débat sans être étiquetés d'extrême

droite, mais d'extrême nécessité, parce que dans l'intérêt de notre pays et de ses habitants... ces oubliés des enjeux internationaux. Ils doivent à présent choisir leur camp. Rester à l'écart c'est manifester son soutien à Von-der-Leyen, ou rentrer dans le combat sans chercher plus de subventions ou d'aides, mais la liberté de décider de ce qui est bon pour nous, avant de se préoccuper de nos voisins. **Quelle sera leur position ? Ils ne se mêlent pas au combat des paysans, pour la même raison que leurs amis de la gauche et de LFI n'ont pas voté les motions de censure... purement idéologiques : ne pas se mêler au RN.**

Ne rien faire et voir mourir le mouvement faute d'un engagement massif organisé avec le reste des salariés ne leur sera jamais pardonnés. Ne rien faire et les voir gagner sans y avoir participé leur sera fatal. Le fait que les déclarations des patrons de la FNSEA ne soient plus suivies devraient les alerter : les compromissions sont terminées. Les Français attendent du concret et de l'honnêteté. Ils ne sont plus écoutés, tout leur échappe. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. C'est le moment pour ces centrales syndicales historiques de changer de paradigme, ou de disparaître, en sont-ils conscients ?

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire

□

□